l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 23/11/2020

Loi sur la « sécurité globale » : Darmanin, le parrain des flics cogneurs

Des manifestants chassés au canon à eau, des journalistes arrêtés pour simplement avoir voulu couvrir l'événement. La scène ne se passait pas dans la Turquie d'Erdogan ou dans la Russie de Poutine, tant décriées par Macron, mais en France, devant le Parlement qui s'apprêtait à voter l'article 24 de la « Loi relative à la sécurité globale ». Les flics nous donnent un avant-goût, en quelque sorte, de ce qu'ils comptent faire d'un texte qui interdirait la diffusion d'images d'un policier ou d'un militaire en service pour éviter « qu'il ne soit porté atteinte à son intégrité physique ou psychique ».

Circulez, y'a rien à voir !

En 2019, Macron niait l'évidence des brutalités contre les Gilets jaunes, affirmant qu'on ne pouvait pas « parler de violences policières dans un État de droit ». CQFD, circulez, y'a rien à voir ! Ni, surtout, à filmer. Pas filmé, pas pris : le gouvernement craint visiblement autant le poids des mots que le choc des images !

C'est que ces images sont choquantes : du viol de Théo à la matraque, à Aulnay en 2017, à la vidéo montrant Benalla, alors proche de Macron, brutaliser des manifestants le 1er mai 2018, en passant par celle des lycéens de Mantes-la-Jolie, humiliés à genoux et les mains sur la tête, le 6 décembre 2018, ou encore celle de la mise à mort de Cédric Chouviat lors d'un contrôle de police en janvier 2020. Et que dire des onze Gilets jaunes tués, des près de 4 500 blessés – souvent éborgnés ou une main arrachée par des tirs à bout portant de flashballs ? Autant d'images et de faits à l'origine de mobilisations et de mouvements de protestation, parfois très importants. De l'autre côté de l'Atlantique, c'est la vidéo du meurtre de George Floyd par un policier raciste de Minneapolis qui a déclenché une mobilisation sans précédent depuis longtemps. C'est sans doute ce dont Darmanin veut se prémunir.

Du coup, il s'est lâché. Sa loi prévoit aussi un renforcement de la présence policière avec la mise en place d'une police municipale à Paris, l'armement des policiers en dehors du service, la généralisation de l'utilisation des drones dans les espaces publics, l'introduction de la reconnaissance faciale, etc. Autant d'idées tirées de la boîte à fantasme de la droite extrême ou de l'extrême droite, en allant au-devant des réclamations des syndicats policiers.

Cognez ces pauvres que je ne saurais voir

Ces mesures répressives sont aussi destinées à pouvoir agir sans contrôle et refermer, en cas de besoin, le couvercle sur la marmite des mouvements sociaux qui n'a cessé de bouillir ces dernières années. Sous Sarkozy, Hollande ou Macron, on a vu se multiplier les limitations des libertés sous prétexte de nous protéger du terrorisme ou de l'extrémisme. Et malheur à ceux qui prétendent s'opposer d'une manière ou d'une autre à cette société injuste et inégalitaire : syndicalistes licenciés ou révoqués, militants anti-nucléaires fichés S, Gilets jaunes jetés par centaines en prison : la liste est longue.

La meilleure des réponses : nos révoltes !

Macron et Darmanin ne sont ni les premiers ni les seuls dans le monde à réprimer les révoltes de la population et à essayer de museler la presse et l'opposition. Partout, alors que les soulèvements populaires se multiplient, hier encore en Algérie, aux États-Unis et au Chili, aujourd'hui au Liban, en Bielorussie, en Pologne, au Pérou, au Guatemala. Partout, les gouvernements jouent de l'intimidation musclée, parfois du meurtre par leurs « forces de l'ordre » pour tenter (le plus souvent en vain !) de faire taire la révolte que suscitent les injustices créées par leur système capitaliste.

Les dirigeants des États pourront peut-être faire taire, un temps, des journalistes ou des militants. Mais la répression n'a jamais pu faire taire une population déterminée. Tôt ou tard, un quelconque préfet sera contraint d'envoyer un message à ses chefs, comme le fit le chef des flics du tsar en février 1917 : « L'ordre n'a pu être rétabli à Petrograd ». Le plus tôt sera le mieux !

Tous en grève le 3 décembre

Le gouvernement n'est pas revenu sur l'augmentation du personnel des structures médico-sociales. À l'ère des GHT, de nombreux établissements regroupent désormais des services du sanitaire et du médico-social comme c'est le cas pour le nôtre. Une partie de nos collègues exerçant les mêmes métiers dans des conditions souvent plus difficiles, car le ratio personnel/malades est moins important, doivent en plus travailler avec des salaires nettement inférieurs. La direction trouve cela injuste, nous dit-elle, mais contrairement à d'autres GHT, elle n'a toujours pas réglé la situation.

La CGT et Sud appellent donc à une grève le 3 décembre prochain, soyons nombreux à soutenir nos collègues de la MAS.

Vaccin : la science, le doute… et le fric !

C'est la course entre les grandes entreprises pharmaceutiques : « 94,5 % d'efficacité », chez Moderna, « 90 et même 95 % » chez Pfizer.

On peut espérer que le rapport bénéfice/risque sera favorable, car les vaccins, quoi qu'en disent leurs détracteurs, ont représenté un progrès immense depuis leur invention qui a éradiqué, ou presque, bien des maladies graves, comme la variole, qui faisaient des millions de morts !

On espère donc que ces résultats seront confirmés quand les spécialistes pourront vérifier qu'ils n'ont pas été « gonflés » pour doper le cours de l'action Pfizer et autres Moderna… Car, pour les financiers qui dirigent ces labos, la première course à gagner, c'est celle du fric ! Celui des vaccins, mais aussi celui qui manque à tous les capitalistes à cause du ralentissement de l'économie mondiale. En tout cas, les grands labos sont plus avares de moyens pour des maladies comme le sida ou le paludisme, qui désorganisent moins les affaires…

Si les premiers vaccins sont prêts, que les bénéfices/risques sont correctement évalués, réjouissons-nous. Mais il est vrai que nous accepterions plus facilement de servir de cobaye aux premiers vaccins si l'industrie du médicament était socialisée et étroitement contrôlée par la population.

Le compte n'y est pas

Le gouvernement affirme à tout bout de champ que la situation des hôpitaux est meilleure que lors de la première vague. Nous voyons bien que dans les hôpitaux généraux, ce n'est pas le cas. Nos collègues fatigués par la première vague vont devoir une nouvelle fois se passer de leurs congés.

En ce qui concerne le CHS, la situation n'a pas évolué non plus. Aucune embauche pour faire face à une éventuelle pénurie de personnel. Du coup, nos collègues de la MAS n'ont pas pu avoir de renfort et ont dû supprimer des activités pourtant vitales aux patients qui vivent dans cette structure. Face aux nombreux arrêts dus au Covid, du personnel a été redéployé. On déshabille Paul pour habiller Jacques. Des structures ont déjà fermé et, si la situation s'aggrave, d'autres, absolument nécessaires aux patients, devront diminuer leur activité. Sans compter les étudiants infirmiers qui viennent officiellement renforcer les unités alors que ce n'est pas leur rôle.

La gestion des hôpitaux ne change pas

Lors de la première vague, de nombreux médecins et journalistes remettaient en cause l'utilisation du budget de la Santé et de la présence d'une administration trop lourde. Ce n'est bien entendu pas de nos collègues de l'administration dont on parle. Les ARS représentent une partie de cette administration dont l'unique but est de mettre en place des restrictions budgétaires dans les hôpitaux, de supprimer des services et du personnel. Sans compter les nombreux postes de directeurs, de cadres et récemment l'augmentation de temps de directeur de soins alors que l'hôpital manque de personnel.

Projet d'établissement

Il faut réécrire le projet d'établissement. Pour cela, la direction propose des groupes de travail. Elle annonce cependant que le nombre de participants doit être limité pour plus d'efficacité. On voit également que peu de place est réservée à ceux qui connaissent réellement le travail de terrain. De toute façon, les projets passent et les crédits rétrécissent. Beaucoup de monde a déjà travaillé sur des projets qui n'ont jamais vu le jour faute d'argent et, sans un profond mouvement social, cela ne s'arrêtera pas.

Marre du flicage

Régulièrement nous avons des mises en garde du DIM sur les cotations. Cotations qui ne reflètent pas le travail effectué et ne tiennent pas compte de la charge de travail qui pèse déjà sur nos épaules. Ainsi, au Colombier, nous passons une partie de la journée au téléphone surtout avec la crise et le fait que les patients ne peuvent plus venir en journée. Nous ne pouvons pas coter « entretien durant Covid » car cela est réservé au CMP et si nous cotons « entretien téléphonique », cela n'est pas comptabilisé dans l'activité. Cette cotation ne sert qu'à nous fliquer alors nous ne sommes pas obligés d'y participer.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/